FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 132 **8 €**

15 au 31 mai 2002

- ▶ PORTRAITS : **Le gouvernement Raffarin** (p.1-2,6-7)
- ▶ POLITIQUE : (p.3,4,)
- ▶ LOBBIES : (p.5)
- ▶ ETRANGER : (p.8)
- ▶ ECONOMIE : (p.9)
- ▶ KIOSQUE : (p. 10-11)
- ▶ POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Barat M. p.5
Barre R. p.3
Bauer A. p.5
Besancenot O. p.4
Bosquet R. p.4
Bové J. p.3
Chirac J. .p.3/4/5/12
Chomsky N. p.11
Closterman P. p.4
Codreanu C. p.10
Conrad P. p.11
Couture X. p.10
Del Ponte C. p.10
Del Valle A. p.4
Erignac C. p.3
Faye G. p.11
Foster J. p.11
Friedländer S. ..p.10
Goldman N. p.10
Hecht E. p.12
Henry P. p.12
Jospin L. p.9
Kissinger H. p.8
Laguiller A. p.4
Lang C. p.4
Lang J. p.4
Le Pen J.-M. .p.9/11
Lévy D. p.4
Lurçat P. p.4
Massoni P. p.4
Mégret B. p.4
Ménage G. p.4
Mendès France P. .p.4
Messier J.-M. p.9
Milosevic S. p.10
Mitterrand F. p.4
Mueller R. p.8
Mussolini B. p.11
Mutti C. p.11
Nietzsche F. p.10
Nixon R. p.8
Ockrent C. p.3
Pratt H. p.11
Riefenstahl L. ..p.11
Rocard M. p.3
Steinmetz P. p.3
Strauss-Kahn D. .p.9
Taguieff P.-A. p.4
Thibon G. p.10
Venner D. p.11
Vey F. p.12
Walker M. p.10

PORTRAITS LE GOUVERNEMENT RAFFARIN(1)

Contrairement à ce que pourrait faire croire l'aspect débonnaire de Jean-Pierre Raffarin, le nouveau gouvernement est un gouvernement de combat, principalement orienté dans la lutte contre le Front national et puisant très largement dans les racines de la gauche socialiste. En voici une première galerie de portraits emblématiques.

Tokia Saïfi. Secrétaire d'Etat au développement durable. L'annonce de sa nomination comme « première beurette » et comme « premier membre de la communauté musulmane » à entrer dans un gouvernement français relève de l'escroquerie aussi bien intellectuelle qu'historique. Outre les multiples ministres et secrétaires d'Etat musulmans des IV[e] et V[e] Républiques, on a déjà oublié **Nafissa Sid-Cara**, pourtant décédée il y a peu, le 1[er] janvier 2002. Née le 10 avril 1910 à Saint-Arnaud, près de Sétif, cette enseignante en lettres était la fille du Dr **Sid Cara**, de Misserghin, président du conseil général d'Oranie. Elue député d'Alger le 30 novembre 1958, elle fut secrétaire d'Etat chargée des questions sociales en Algérie et de l'évolution du statut personnel de droit musulman dans le cabinet de **Michel Debré**, du 8 janvier 1959 au 14 avril 1962. Inspecteur général des Affaires sociales jusqu'en 1975, elle fut jusqu'en 1979 membre de la Commission nationale chargée de l'étude des problèmes des Français musulmans. **Tokia Afféda Saïfi** est née le 11 juillet 1959 à Hautmont (Nord). Fille de **Kourichi Saïfi**, ouvrier sidérurgiste algérien arrivé en France en 1945 (décédé lorsqu'elle était adolescente), et de **Yamina Azzouri** (qui aura dix enfants), elle est passée par le collège d'Hautmont, le lycée Sainte-Thérèse d'Avesnes-sur-Helpe et la faculté de droit de Lille. Titulaire d'un simple Deug de droit (c'est sans doute ce qui a conduit **Jacques Chirac** à assurer qu'elle symbolisait l'une des « réussites exceptionnelle » de jeunes issus de l'immigration), elle « s'est "naturellement" retrouvée à gauche » (*Le Monde*, 9 mai 2002), s'éveillant à la politique lors de la Première marche des beurs de 1983 (dont le slogan était : « La France, c'est comme une mobylette. Il faut du mélange pour qu'elle avance »). Selon ses dires, son entrée en politique remonterait également aux « vociférations » de **Jean-Marie Le Pen** dans les années 80. « Je me suis dit, alors, que jamais je ne laisserai salir mes parents et mon histoire (*Le Monde*, 10 juin 1999). » Par la suite, elle va cofonder, en 1987, l'association lilloise Espace Intégration, richement subventionnée par la mairie socialiste de **Pierre Mauroy**. Même *Le Monde* (9 mai 2002) écrit que cette association fut « choyée » par la municipalité. « Son association sera épinglée pour son manque de transparence par le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés (*Le Monde*, 10 juin 1999) » qui lui assurait une bonne partie de son fonctionnement (350 000 F rien qu'en 1998). Elle en sera donc longuement permanente, tout en étant « directrice de projets pour les jeunes issus de l'immigration » de 1988 à 1990, puis « animatrice d'une action nationale de coordination entre jeunes et policiers dans les quartiers à problèmes » de 1990 à 1992. Par la suite, elle continuera à faire carrière dans le secteur hautement subventionné de l'immigration, étant « responsable de la médiation entre jeunes (déjà !) et dirigeants d'entreprises » (1992-1995) et « coordinatrice d'une action d'aide à la création de micro-projets économiques dans les quartiers défavorisés » (1998-1999). Jugeant que la gauche locale ne lui offre pas d'avenir politique à la mesure de ses capacités, elle figure, en 1995, sur la liste RPR lilloise d'**Alex Türk**. En 1997, elle figure aux élections régionales sur celle de Génération écologie (où elle s'était inscrite en 1993) qui n'obtiendra que 3,19% dans le Nord. Par la suite, elle continuera à infiltrer le mouvement écologiste, figurant par exemple comme vice-présidente du Comité anti-marée noire lors du naufrage de l'Erika en mars 2000. Dans le même temps, elle entend coordonner le lobby naissant de l'immigration de deuxième et troisième génération avec le lancement du Mouvement syndical pour l'égalité et la participation des Français issus de l'immigration (1999), tout en animant une opération de soutien « au processus de paix au Proche-Orient » (1996-1998). Finalement, elle rejoint Démocratie libérale d'**Alain Madelin** qui va assurer son ascension (elle a d'ailleurs signé pour lui aux dernières présidentielles), l'imposant en position éligible (huitième place) sur la liste qu'il conduit avec **Nicolas Sarközy**. Le 13 juin 1999, elle est donc élue député européen. Au Parlement européen, elle se fera surtout remarquer par sa haine envers **Jean-Marie Le Pen**, comme en témoignent ses aveux proprement psychanalytiques lors de la condamnation du prési-

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

PORTRAITS

(Suite de la page 1)

dent du FN à un an d'inéligibilité : « Le Pen est juste dans mon dos dans l'hémicycle. De temps en temps, je me retourne, je le fixe, je le nargue. Je lui dis, dans ma tête, "Tu n'es plus rien." C'est magique : lui, il est dégagé du Parlement européen ; moi j'y arrive (*Libération*, 20 mars 2000). » A noter qu'elle a été l'unique député de droite à voter, le 6 décembre 2000, en faveur du rapport Watson, qui visait au démantèlement des Etats-nations et se prononçait en faveur du regroupement familial, même pour les couples non mariés ou homosexuels.

Dominique Versini. Secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion. Née en 1954 à Rabat (Maroc), elle est arrivée en France en 1972 (après avoir obtenu son baccalauréat, dans un lycée où elle fréquenta **Malika Oufkir**, fille de l'homme alors le plus puissant du Maroc, après le roi), s'installant, seule avec sa mère, **Xavière Versini** (décédée en 1994), à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Elle est issue d'une famille corse, qui n'accepta pas que sa mère soit mère célibataire, ce qui provoqua sa quasi-exclusion du clan familial. Divorcée (elle a eu deux enfants de son premier mariage, Gaëlle, 23 ans, et Matthieu, 22 ans), Dominique Versini est remariée avec **Jean-Pierre Roger**, fondateur de La Maison dans la rue, pour les sans-abris, à Paris. Après des études de droit à Nanterre (maîtrise de droit), puis à l'Institut d'études politiques de Paris (diplôme de Sciences Po et DESS d'urbanisme), elle entre en 1983 dans un laboratoire pharmaceutique, comme assistante de direction avant d'intégrer, en 1991, les Laboratoires Servier, comme directrice de la communication internationale. En fait, par les relais corses, elle est en relations étroites depuis 1984 avec **Xavier Emmanuelli**, qu'elle aidera à créer une antenne de vidéotransmission pour former des paramédicaux à la chirurgie et militera à Médecins sans frontières. Parallèlement à sa carrière professionnelle, elle s'engage donc auprès de Xavier Emmanuelli dans la création du Samu social, destiné à venir en aide aux plus démunis (sur le modèle du Samu médical pour les blessés). Comme l'écrit *Libération* (8 mai 2002), « le Samu social et ses dirigeants servent depuis toujours de "caution" au président de la République sur les thèmes touchant à la précarité. » Lorsque ce dernier devient secrétaire d'Etat chargé de l'Action humanitaire en 1995, elle quitte l'industrie pharmaceutique pour devenir directrice générale du Samu social. De cette expérience, elle tirera *La Survie n'est pas la vie* (Calmann-Lévy, 2000), où elle tente la gageure, dans un style précieux, de renouer le libéralisme économique avec la charité. En 1990, elle rejoint le RPR. Elue en 1995 à la mairie de Paris, comme conseillère d'arrondissement dans le XIII[e] arrondissement (en charge de la lutte contre l'exclusion), elle sera rapidement étiquetée « séguiniste » lors de la crise avec **Jean Tibéri**. Elle n'a pas été réélue en 2001. De février à décembre 1999, elle a également été brièvement déléguée nationale du

DÉCLARATION DE MADAME DOMINIQUE VERSINI
CANDIDATE DES GROUPES RPR-UDF-MPF
À LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Mesdames et Messieurs les Conseillers régionaux,

J'ai l'honneur de présenter ma candidature à la présidence de la région Ile-de-France car je souhaite servir notre région à la lumière des principes républicains qui ont toujours guidé mes engagements et qui sont forcément aussi ceux de la majorité d'entre-vous.

Fidèle aux valeurs républicaines, récusant toute collusion avec ceux qui les contestent, répudiant ainsi, par avance, la tentation des extrêmes xénophobes, racistes et antisémites, désireuse de mettre en oeuvre au service de la région Ile-de-France les principes sur lesquels mes colistiers et moi-même avons reçu la majorité des voix, je forme le voeu de pouvoir rassembler, au delà de ma famille politique, les suffrages d'hommes et de femmes qui se reconnaissent dans ces valeurs républicaines et qui sont prêts pour empêcher des manoeuvres indignes qui livreraient le coeur de la France, l'Ile-de-France, aux extrémistes, à transcender les clivages partisans.

Je vous demande cela, au nom de notre jeunesse, de toute notre jeunesse, à laquelle il faut rendre sa part de rêve et la possibilité de construire l'avenir, de construire la France.

Edouard BALLADUR qui a mené sans relâche cette campagne pour la liste RPR-UDF-MPF s'est engagé sur six points dans une Charte Régionale qui a été signée par l'ensemble des têtes de listes le 10 Mars dernier.

J'ai l'honneur de la reprendre à mon compte et vous en indiquer les orientations principales.

Un Document exceptionnel : la première page de déclaration de candidature de Dominique Versini à la présidence du Conseil régional d'Ile-de-France en mars 1998. Cette page est de son crû, le reste du texte (non présenté ici) n'étant pas tapé dans le même caractère typographique. Sa violence contre les nationaux est telle que les élus RPR-UDF exigeront, et obtiendront, qu'il soit censuré dans le discours de second tour.

RPR en charge de l'intégration. Elue conseiller régional RPR d'Ile-de-France en 1998, elle participera largement à confier la direction de la région à la gauche, rejetant toute entente, même technique, avec les élus du Front national. Elle tentera même, alors qu'elle est ignare en politique, de se faire élire présidente du conseil régional, alors même que les élus de son groupe, qui regrettent le refus d'**Edouard Balladur** de se présenter, la qualifient d'« incompétente » et d'« inexpérimentée » (*Le Nouvel observateur*, 26 mars 1998). Elle sera donc sanctionnée par 21 bulletins blancs ou nuls, plus un pour **Jean-Yves Le Gallou**. Son discours de candidature, au premier et deuxième tour de scrutin, sera tellement outrancier que le groupe exigera qu'il soit rectifié pour le second tour. Sa récusation de « la tentation des extrêmes, xénophobes, racistes ou antisémites » disparaîtra finalement au profit de la nécessité de faire échec « à la gauche socialo-communiste ». Elle ne convaincra que médiocrement les élus de son groupe, qui seront encore 12 à voter blanc, nul ou Le Gallou. Au troisième tour, c'est donc le socialiste **Jean-Paul Huchon** qui est élu par forfait, la droite ne présentant plus aucun candidat de peur de voir le FN reporter ses votes sur lui. En 2002, elle vient d'être imposée, pour « rajeunir les cadres », comme candidate de l'UMP à Paris à la place de l'ancienne secrétaire d'Etat RPR **Nicole Cathala**, pourtant député sortante. Dans ses fonctions, elle devrait très largement se consacrer en fait aux structures d'accueil des demandeurs d'asile (type « Sangatte »), dont le nombre ne cesse de croître. Elle passe parfois pour franc-maçonne.

Dominique Bussereau. Secrétaire d'Etat aux Transports. L'ancien président de Génération sociale et libérale (le mouvement des jeunes giscardiens, dont il conduisit la délégation en Chine populaire en juillet 1976), qui fut membre de plusieurs cabinets ministériels jusqu'en 1981, a difficilement percé face au RPR **Jean de Lipkowski** en Charente-Maritime. Proche de **Jean-Pierre Raffarin**, avec lequel il anima, en 1985-1986, Génération 86, pour trouver de jeunes candidats aux élections législatives, a fait l'objet d'une notice détaillée dans l'*Encyclopédie politique française* (tome I). En voici le complément. « Quand ils étaient jeunes, Dominique Bussereau et Jean-Pierre Raffarin avaient passé un accord : plus tard, lorsqu'ils seraient en politique, à chaque fois que l'un d'eux serait invité à s'exprimer dans les médias, il se débrouillerait pour citer le nom de l'autre » rapporte *Libération* (8 mai). C'est dire si l'un a fait la courte-échelle à l'autre, ayant même signé tous deux, en 1977, avec **Henri Giscard d'Estaing**, un ouvrage de circonstance, *La Vie en jaune*. « Raff » lui a d'ailleurs trouvé son surnom : « Bubuss ». Conseiller régional de Poitou-Charentes jusqu'en 1993 et conseiller général depuis 1985, il avait perdu son poste de député de la 4[e] circonscription de la Charente-Maritime en 1988 mais le retrouvera, comme Parti républicain



Une photo rarissime extraite de la presse communiste chinoise : du 6 au 22 juillet 1976, Dominique Bussereau, (avec des lunettes), comme président des jeunes giscardiens, conduit une délégation de Génération sociale et libérale en Chine communiste. C'est la première fois qu'une délégation de jeunes non-communistes est reçue officiellement par les maoïstes. Leurs discours hagiographiques donnent froid dans le dos et confirment leur aveuglement au pays du goulag. On reconnaît à l'arrière fond le propre fils du président de la République, Henri Giscard d'Estaing, et, à droite, Jean-Pierre Raffarin. Une photo qu'il préférerait sans doute oublier aujourd'hui.

(Suite page 6)

POLITIQUE

► <u>Message à nos abonnés</u>. 1) A la suite d'une regrettable erreur, les corrections n'ont pas été reportées sur les pages 1,2 et 8 du n° 131, ce qui rendait leur lecture particulièrement pénible. 2) Merci pour les messages de soutien, parfois assortis de nouveaux abonnements et de chèques, reçus à la suite de notre appel. Afin de tenter de remonter la pente, nous pouvons envoyer des publicités et des n[os] gratuitement à ceux qui en feront la demande pour les diffuser efficacement autour d'eux. 4) Merci de collecter le maximum de coupures de journaux, tracts et professions de foi des candidats aux prochaines élections législatives.

► Passée inaperçue, la première déclaration de **Jean-Pierre Raffarin** (*France-Inter*, 7 mai, durant le journal de 13 h) donne froid dans le dos : « La France est métisse et elle le restera. Il faut mieux intégrer ceux qui partagent les valeurs de la République. [Je] souhaite nommer des Français d'origine maghrébine ou africaine à des postes symboliques : recteurs d'académie, préfets, commissaires de police. [Je souhaite] ouvrir les élections municipales aux étrangers [non-européens] résidant en France depuis plusieurs années. »

► La publication de la liste des candidats pressentis pour recevoir l'investiture de l'Union pour la majorité présidentielle aux élections législatives est pour le moment repoussée : chacun doit s'engager par écrit à verser son financement public au nouveau parti puis envoyer une photocopie certifiée conforme de leur inscription en préfecture, sous la seule étiquette UMP.

► Le directeur de cabinet de **Jean-Pierre Raffarin**, **Pierre Steinmetz**, qui, depuis janvier 2000 était directeur général de la gendarmerie nationale, était un proche ami du préfet **Claude Erignac**, assassiné en Corse. Et l'on peut supposer qu'il fera tout pour faire aboutir l'enquête. Steinmetz débuta comme administrateur civil des DOM-TOM en 1970 lorsqu'Erignac était chef de cabinet du ministre. Par la suite, il fut directeur de cabinet du Haut commissaire en Nouvelle-Calédonie (1972-1975) alors qu'Erignac était secrétaire général de ce territoire. Enfin Steinmetz succéda (1989-1991) à Erignac (1988-1989) comme directeur de cabinet du mitterrandien **Jacques Pelletier** au ministère de la Coopération. Enfin, il prit la direction de la gendarmerie à la suite de « l'affaire des paillotes » corses.

► Conseiller de **Raymond Barre** pour les DOM-TOM, **Steinmetz** passa donc au service de **Michel Rocard** lorsqu'il devint le rapporteur de la mission gouvernementale en Nouvelle-Calédonie en 1988. Le Premier ministre d'alors fut tellement séduit par celui-ci qu'il envisagea alors d'en faire son ministre des DOM-TOM.

► L'unique fois où la gendarmerie et la police se sont retrouvées sous la houlette du même ministère, c'était durant l'Etat français.

✷ Condamné à trois mois de prison ferme pour le <u>McDo</u> de Millau, **José Bové** n'effectuera sans doute jamais sa peine : trois mois fermes, moins 20 jours de détention provisoire, moins 7 jours de remise de peine par mois pour bonne conduite, moins une remise de peine partielle ou totale dans le cadre de la grâce présidentielle du 14 juillet… dépasseraient déjà la peine totale.

► Le nouveau ministre de l'Education nationale aura sans doute quelques difficultés à remettre l'enseignement sur de bons rails si l'on en juge par les absences répétées, typique des « jeunes en difficulté » d'un lycée du Nord (par manque de place, nous ne reproduisons que la première page…).

Roubaix, le 21/01/02

Le Chef d'Etablissement

Monsieur, Madame,

J'ai le regret de vous informer que votre enfant **ABDELHAMID** élève de la classe de **2CI**, n'a pas assisté à la classe les jours suivants :

Mercredi 12/09/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: Arrivée hors délai
Vendredi 28/09/2001 à 13h30, à 14h30, Motif: Arrivée hors délai
Mardi 02/10/2001 à 15h35, Motif: RDV médical
Vendredi 05/10/2001 à 13h30, à 14h30, Motif: Arrivée hors délai
Mardi 09/10/2001 à 13h30, Motif: Maladie sans certificat
Mardi 23/10/2001 à 13h30, Motif: aucun
Vendredi 26/10/2001 à 15h35, Motif: aucun
Mardi 06/11/2001 à 13h30, à 15h35, à 16h35, à 17h35, Motif: aucun
Jeudi 08/11/2001 à 08h00, à 09h00, à 10h00, à 11h00, Motif: aucun
Jeudi 08/11/2001 à 13h30, à 14h30, à 15h35, à 16h35, Motif: aucun
Vendredi 09/11/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Mardi 13/11/2001 à 13h30, Motif: Raisons familiales
Mercredi 14/11/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: Raisons familiales
Jeudi 15/11/2001 à 08h00, à 09h00, à 10h00, à 11h00, Motif: Raisons familiales
Vendredi 16/11/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: Raisons familiales
Vendredi 16/11/2001 à 13h30, à 14h30, à 15h35, à 16h35, Motif: Raisons familiales
Lundi 19/11/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Mardi 20/11/2001 à 10h00, Motif: aucun
Mardi 20/11/2001 à 15h35, à 16h35, à 17h35, Motif: aucun
Vendredi 23/11/2001 à 08h00, à 09h00, à 10h00, à 11h00, Motif: aucun
Vendredi 23/11/2001 à 13h30, à 14h30, à 15h35, Motif: aucun
Lundi 26/11/2001 à 11h00, Motif: aucun
Mardi 27/11/2001 à 13h30, Motif: aucun
Mercredi 28/11/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Vendredi 30/11/2001 à 08h00, à 09h00, à 10h00, à 11h00, Motif: aucun
Vendredi 30/11/2001 à 13h30, à 14h30, Motif: aucun
Lundi 03/12/2001 à 08h00, à 09h00, à 11h00, Motif: aucun
Mardi 04/12/2001 à 13h30, à 15h35, à 17h35, Motif: aucun
Mercredi 05/12/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Mercredi 05/12/2001 à 15h35, à 16h35, à 17h35, Motif: aucun
Vendredi 07/12/2001 à 08h00, à 09h00, à 10h00, à 11h00, Motif: aucun
Mercredi 12/12/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Mercredi 12/12/2001 à 13h30, à 14h30, à 15h35, Motif: aucun
Jeudi 13/12/2001 à 15h35, à 16h35, à 17h35, Motif: aucun
Vendredi 14/12/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Mercredi 19/12/2001 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Jeudi 20/12/2001 à 08h00, à 09h00, à 10h00, à 11h00, à 12h00, Motif: aucun
Vendredi 21/12/2001 à 08h00, Motif: aucun
Vendredi 21/12/2001 à 15h35, Motif: aucun
Lundi 07/01/2002 à 08h00, à 09h00, à 11h00, Motif: aucun
..ndi 07/01/2002 à 13h30, à 14h30, à 15h35, à 16h35, Motif: aucun
Mardi 08/01/2002 à 13h30, à 15h35, à 16h35, à 17h35, Motif: aucun
Mercredi 09/01/2002 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Vendredi 11/01/2002 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun
Vendredi 11/01/2002 à 15h35, Motif: aucun
Lundi 14/01/2002 à 08h00, à 09h00, Motif: aucun

► Le fichier complet (noms, prénoms, adresses, téléphone, sommes versées, etc.) de l'<u>Alliance royale</u> a été piraté par le <u>Scalp</u> et mis en ligne, durant quelques jours, sur Internet. On y découvre, avec parfois quelque surprise, le **R.-P. Charles-Roux**, frère d'**Edmonde Charles-Roux**, présidente de l'<u>Association des amis de L'Humanité</u>, deux professeurs d'université de Normandie, le curé de Domqueur, une baronne **Chodron de Courcel** (sans doute la branche anoblie sous le Second empire, pas celle roturière de **Bernadette Chirac**), **Vladimir Volkoff**, **Jean Raspail**, le Dr **Dor**, plusieurs **Giscard d'Estaing**, l'inévitable Stéphane Bern, mais aussi le célèbre procureur de Nice **Eric de Montgolfier** ou **Denis de Kergorlay**, châtelain de Canisy (Manche), connu comme représentant de la « gauche caviar » (cf *Encyclopédie de la politique française*).

☛ Auteur de multiples photos blasphématoires ou sadomasochistes (*INRI*, etc.), mais aussi de la photo officielle du président de la République **Jacques Chirac**, **Bettina Rheims** (épouse **Darrois**) vient d'être reçue officier dans l'Ordre national du mérite pour ses « 31 ans d'activités artistiques » (*JO* du 2 mai, où figure aussi **Christine Ockrent**, élevée, bien qu'étrangère, au même grade pour « 36 ans d'activité professionnelle »).

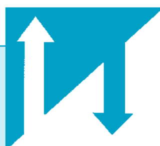
POLITIQUE

▶ La milice kahaniste en France dite Ligue de défense juive (LDJ), qui s'est fait connaître par des violences lors des dernières manifestations sionistes (notamment contre José Bové le 2 avril à Orly), se camoufle sous le pseudonyme de Liberté, Démocratie et Judaïsme. Elle est dirigée par **Pierre Lurçat** (président), traducteur né le 7 février 1967 à Princeton (Etats-Unis) et **David Lévy** (trésorier), cadre commercial né le 29 septembre 1972 à Suresnes. Le premier n'est nullement un inconnu puisqu'il est longuement cité dans *Les Guerriers d'Israël*, comme président du Tagar, la branche la plus activiste du Bétar de France, en 1989. En 1992, c'est lui qui conduisit les manifestants les plus hostiles à **François Mitterrand** lors des cérémonies du Vel' d'Hiv', hurlant notamment « Mitterrand à Vichy ». Interpellé pour « insultes au président de la République », il ne sera finalement jamais inculpé. En 1993, il publia un *Plaidoyer pour Christian Didier*, du nom de ce déséquilibré à demi-fou qui avait assassiné **René Bousquet**.

▶ Spontanéité? L'une des militantes pro-palestiniennes des associations beurs de Lyon (comme l'Union des jeunes musulmans) est la jeune femme qui avait scandalisé toute la France, ayant été la première à envahir la pelouse du Stade de France lors du match France-Algérie, provoquant ainsi l'arrêt du match.

▶ Après avoir notamment utilisé les thèmes de Notre-Dame-de-Fatima et de la Russie, puis de la pornographie (via Avenir de la Culture), puis de l'avortement (via Droit de naître), l'association Tradition Famille Propriété lance à présent une collecte de fonds axée sur la médaille miraculeuse de la rue du Bac.

EN HAUSSE



● **Magistère Information** (BP 48, 84210 Pernes-les-Fontaines). Ce modeste bulletin, animé par André Bonnet, a publié une excellente analyse de l'élection présidentielle : « L'après 5 mai ne sera pas, quoiqu'il arrive, comme l'avant, dans la mesure où ceux qui auront craint la victoire du FN seront décidés à tout faire pour que le scénario du 21 avril ne se reproduise jamais, quelles que puissent être les mesures à prendre pour cela. Une guerre nouvelle est ainsi déclarée, même si elle n'est pas encore apparente, dont l'objectif sera de détruire la possibilité même d'une réaction politique véritablement contre-révolutionnaire […] C'est peut-être la Révolution, celle qui ne s'est jamais démentie depuis 1789, qui s'apprête à se remettre en marche. »

EN BAISSE

● **Ceux qui se sont « prostitués gratuitement » selon l'expression d'Arlette Laguiller**. Parmi les ralliements les plus stupéfiants à Jacques Chirac, figurent l'Association des victimes de l'amiante, mais aussi *Le Canard enchaîné*, *Libération*, *Charlie-Hebdo*, Me Jacques Vergès, qu'on a connu mieux inspiré que lorsqu'il dénonce les « solutions dramatiques » de le Pen, l'Académie des sciences ou la Société française de physique. Quant à Christine Boutin, son ralliement (qui la met dans le même camp que le Centre Gai et Lesbien qui a répondu de même) à celui qui personnifie, avec son ministre Simone Veil, l'adoption de l'avortement, il sera sans doute le seul à ne pas être entièrement gratuit. Des tractations seraient en cours pour solder une partie de la note de la campagne présidentielle.

▶ Loin d'être « quelqu'un d'en bas », **Jean-Pierre Raffarin**, auquel nous consacrerons un portrait détaillé, est un héritier : il est le fils de **Jean Raffarin**, ministre de l'Agriculture de **Pierre Mendès France**, plusieurs fois député. Par ailleurs, il est le représentant typique de la bourgeoisie censitaire : il n'a jamais conquis de mandat au suffrage universel, ayant toujours été battu au suffrage direct et ne devant ses postes qu'à de grands électeurs ou des scrutins de liste. C'est d'ailleurs la première fois de toute l'histoire de la V[e] République, qu'un sénateur est nommé à Matignon.

▶ Malgré ses 3 millions de voix au premier tour, l'extrême gauche part désunie pour les élections législatives, la LCR accusant Lutte ouvrière de « sectarisme », alors qu'**Arlette Laguiller** assure qu'**Olivier Besancenot** s'est « prostitué » en soutenant **Jacques Chirac**. Faute de candidatures communes, il y aura peut-être toutefois une « répartition technique » des circonscriptions entre les deux partis trotskystes, encore que cette solution minimale paraisse s'éloigner.

▶ D'ores et déjà, face à la déferlante mécanique de l'UMP, les ex-alliés du PS de la « gauche plurielle », à savoir le Parti communiste et Les Verts, ont déjà pratiquement fait leur deuil d'un groupe parlementaire. Par exemple, sur les 42 circonscriptions proposées par le PS aux Verts, seules cinq seraient gagnables au vu du premier tour de la présidentielle.

▶ L'une des principales surprises du nouveau gouvernement est l'absence d'un ministère de la Sécurité intérieure (dépendant du ministère de l'Intérieur), pourtant annoncé auparavant, placé sous la direction de **Philippe Massoni**, ancien préfet de police de Paris et actuellement conseiller pour la sécurité à l'Elysée. S'il n'y a pas remaniement après les législatives, Massoni pourrait devenir le « **père Joseph** » de **Jacques Chirac** comme le fut **Gilles Ménage** du temps de **François Mitterrand**.

▶ Aux côtés de **Frédéric Encel** (ancien président du Tagar-Bétar), **Pierre-André Taguieff**, **Clément Weill-Raynal** (journaliste à *France 3*), le « géopolitologue » **Alexandre Del Valle**, désormais sacré « directeur de recherches à l'Ecole de guerre économique », a planché sur La Montée d'un nouvel antisémitisme en France, lors d'une conférence organisée par le Comité français de l'Association internationale des juristes juifs et le Rassemblement des avocats juifs de France.

▶ Le Pôle républicain, qui a succédé au Mouvement des citoyens, devrait présenter **Jacques Closterman**, fils du célèbre pilote (aux idées nationalistes connues), contre **Bruno Mégret** dans la 12[e] circonscription des Bouches-du-Rhône.

▶ Afin de tenter de (difficilement) s'imposer aux militants socialistes locaux comme l'homme providentiel, l'ex-ministre **Jack Lang** fait courir dans la presse le bruit que son challenger, dans la 12[e] circonscription du Pas-de-Calais, sera **Carl Lang**, secrétaire général du Front national. En réalité, il n'en est rien.

LOBBIES

▶ Importante tenue programmée pour le 25 mai au Grand Temple de la Grande Loge de France à Lille, avec la visite du frère **Roger Lallemand** de la loge Prométhée de Bruxelles (relevant du Grand Orient de Belgique) venu parler de *L'Homme face à la souffrance et à la mort*. Peu connu en France, ce franc-maçon très influent en Belgique a été président du Sénat de Belgique. Avocat au barreau de Bruxelles, il fut l'auteur du projet de loi Lallemand-Michielsen dépénalisant l'avortement et l'initiateur de tous les projets de loi visant à dépénaliser l'euthanasie.

▶ C'est une véritable enquête de police que conduisent les enquêteurs maçonniques lorsqu'ils visitent un éventuel futur initié comme en témoigne ce canevas d'interrogatoire en provenance du Droit humain.

ORDRE MAÇONNIQUE MIXTE INTERNATIONAL
"LE DROIT HUMAIN"
FEDERATION FRANÇAISE

Vous avez la charge de l'enquête n°2

NE DOIT PAS ETRE COMMUNIQUE AU PROFANE

R.·.L.·. n° T.·.C.·.

NOM du PROFANE PRENOMS
PROFESSION
ADRESSE
Veuillez m'adresser le rapport avant le

OR.·. de le :
Le Vén.·. :

ACTIVITES DANS LA CITE - OPINIONS POLITIQUES, ECONOMIQUES, SOCIALES

I ACTIVITE DANS LA CITE
Politique
Syndicale
Associative (comité des parents d'élèves, de quartier), sportive, culturelle, humanitaire
II RESPONSABILITE
Individuelle
Collective
Sécurité des biens et des personnes
III OPINIONS POLITIQUES
Types de régime (démocratie ou autres)
Les pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire)
L'anarchie
Les contre pouvoirs (les groupes de pression, les syndicats, les ONG, les médias...)
Les équilibres et les déséquilibres (ONU, Droit d'ingérence)
Les libertés (la torture)
La géopolitique (le partage du monde, l'Europe, le tiers et le quart monde)
IV OPINIONS ECONOMIQUES
Priorité à l'économique, au politique ?
Libéralisme, planification ?
Les richesses naturelles, consommation, recherches (espace, mer)
Organismes mondiaux économiques (GATT, CEE etc...)
Les monnaies les systèmes monétaires (l'or, le dollar)
L'impôt, l'Europe, les frontières
La libre circulation des personnes et des biens.
La mondialisation de l'économie

V OPINIONS SOCIALES
Le travail (droit, obligation, partage)
Le chômage
La misère, la faim, l'exclusion
La solidarité, les aides sociales (Sécurité Sociale, Allocations familiales, Assistances, Bourses, Associations, Organismes de Secours)
Les Assurances, les Régimes de Retraite
VII L'AVENIR DU MONDE
Optimisme, pessimisme
Actif, passif
Montée des fanatismes, phénomène des sectes
Paix et Guerre (armes chimiques, nucléaires, bactériologiques)
Démographie, équilibre, urbanisme
VII LA MIXITE - LE PARTAGE DES RESPONSABILITES
Sphère privée, sphère sociale
Facteur d'équilibre ou non
Egalité, complémentarité entre l'homme et la femme.
VIII CONCEPTION D'UNE VIE SOCIALE HEUREUSE

IX EST-CE QUE LE PROFANE A QUELQUE CHOSE DE PARTICULIER A EXPRIMER ?

▶ La Grande Loge du Minnesota (GLM), lors de sa tenue annuelle de 2001, avait décidé de reconnaître comme « régulière » la Grande Loge de France (GLF), offrant ainsi à cette obédience une première forme de reconnaissance internationale. Malgré une plainte de la Grande Loge nationale française (GLNF), qui détient seule pour la France cette reconnaissance (qui lui procure une très forte influence notamment en Afrique), et la confirmation de celle-ci lors de la Conférence mondiale des Grandes Loges maçonniques régulières, qui s'est déroulée à Madrid en mai 2001, puis lors de la Conférence des Grands Maîtres d'Amérique du Nord, qui s'est tenue début 2002, la GLM a renouvelé sa reconnaissance le 12 avril 2002 à la GLF, entraînant une crise de la maçonnerie américaine : La Grande Loge de New York, celles de Floride, et du Michigan ont été les premières à rompre avec la GLM.

▶ Deux ans après l'incendie de son temple, la Grande Loge de France vient d'inaugurer un somptueux temple à Avignon, dans le magnifique immeuble du Grenier à sel, au cœur de la cité papale.

▶ Ancien éditeur et réalisateur de films, **Alain Moreau**, membre du Grand Orient de France, s'apprête à tourner *Chronique d'une loge*, un documentaire tourné partiellement au sein de la loge Les Démophiles de Tours. Bien que le Conseil de l'Ordre ait donné son accord en octobre 2001, celui-ci a été suffisamment discret pour que de nombreuses loges protestent de cette atteinte au « secret maçonnique ». Afin de tenter de désamorcer l'affaire, Alain Moreau visite actuellement nombre de loges où il explique son projet destiné, selon lui, à redorer le blason du GODF.

▶ Communiqué des obédiences de la maçonnerie française pour la République (en date du 22 avril 2002). Il a été signé par les neuf responsables des principales obédiences françaises - hormis la Grande Loge nationale française, qui n'a jamais adopté de position politique -, **Alain Bauer** pour le Grand Orient de France, **Michel Barat** pour la Grande Loge de France, **Sylvia Graz**, pour la Fédération française du Droit humain, **Marie-France Picard** pour la Grande Loge féminine de France, **Odile Henry** pour la Grande Loge mixte de France, **Gérard Meyer** pour la Loge nationale française, **Anne-Marie Dickele** pour la Grande Loge mixte universelle, **Roger Pantalacci** pour la Grande Loge traditionnelle et symbolique, et **Marie-Danièle Thuru** pour la Grande loge féminine de Memphis-Misraïm. « Parce qu'ils sont d'abord des citoyennes et des citoyens libres, les francs-maçons n'ont pas été invités par leurs obédiences respectives à voter pour quelque candidat ou candidate que ce soit lors du premier tour de l'élection présidentielle. Parce qu'ils ont aussi construit la République et qu'ils portent ses valeurs, les francs-maçonnes et les francs-maçons sont appelés, dans ces circonstances exceptionnelles, une nouvelle foi, à faire preuve de courage et de détermination. [Les organisations citées précédemment] appellent tous les citoyennes et tous les citoyens et tous ceux qui croient à ce qu'est réellement la France, à s'opposer civiquement au Front national, à son candidat, à ses idées xénophobes et extrémistes. Le 5 mai, au-delà de nos convictions personnelles et de nos différences, nous appelons à voter pour le seul candidat Républicain. »

▶ Un second communiqué, daté du même jour et dans la même veine (« repousser les démons de la haine, du racisme, de l'intolérance et de l'inhumanité »), mais émanant directement de **Michel Barat** (Grande Loge de France) a été de même signé par les huit autres obédiences.

▶ Par ailleurs, **Alain Bauer**, Grand Maître du Grand Orient de France, qui avait déjà peu ou prou pris position en faveur de **Jacques Chirac** il y a quelques semaines, est intervenu lors de la manifestation de la Place du Panthéon, le 28 avril, et, le 1er mai, devant le Mur des fédérés

PORTRAITS

(Suite de la page 2)

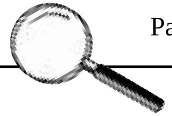
puis comme Démocratie libérale, en 1993 et 1997. Lors des élections régionales de 1998, il s'opposa à la ligne préconisée par **Alain Madelin** d'accords techniques avec les élus FN et, avec **François Léotard**, **Gilles de Robien Hugues Dewavrin** ou **Jean-Pierre Raffarin**, le fit plier, ce qui provoqua le passage à gauche de nombreux conseils régionaux. Maire de Saint-Georges-de-Didonne depuis 1989 (après avoir été maire-adjoint de Royan), il est, depuis 1997, secrétaire général adjoint de Démocratie libérale (peu léotardien, il avait quitté le PR en 1995), ce qui ne l'a pas empêché de soutenir dès l'origine, non **Alain Madelin**, mais **Jacques Chirac**, appartenant à son comité d'orientation, plus particulièrement en charge des transports, dont il est un bon connaisseur, étant notamment ancien attaché à la direction commerciale voyageurs de la SNCF (1982-1983), président d'Avenir Transports, chargé à de multiples reprises de rapports ou de missions sur les différents types de transports, président de la commission des transports du Parti républicain en 1986, secrétaire national chargé de la commission des transports du PR (1993-1995), administrateur de Réseau ferré de France, etc. Depuis 1998, il préside également un groupe de travail sur un service minimum dans les transports publics en cas de grève. Il est l'auteur d'un rapport, *Une nouvelle politique pour les transports*, où il préconise la privatisation complète d'Air France, le changement de statut de la SNCF et l'ouverture du capital de l'ensemble des sociétés d'autoroutes. Comme son ministre de tutelle **Gilles de Robien**, il est hostile à la création d'un troisième aéroport dans le Bassin parisien. En 2000, lors du vote du projet de loi sur l'avortement et la contraception (portant notamment le délai d'avortement à douze semaines), il a été l'un des cinq députés DL à s'abstenir, alors que 35 autres votaient contre. Il a également été, de longue date, l'un des artisans de la création d'un parti unique de la droite parlementaire.

Xavier Darcos. Ministre délégué à l'Enseignement scolaire. Sa biographie détaillée est parue dans *F&D*114 puisqu'il appartient au club d'influence Le Siècle depuis 2000, ce qui démontre que son entrée au gouvernement ne relève nullement du hasard. On rappellera seulement que ce modéré apolitique (il aurait pu aussi bien être UDF que RPR), sénateur divers droites et ancien directeur de cabinet de **François Bayrou** en 1994 puis conseiller pour l'éducation d'**Alain Juppé** jusqu'en 1997, fut, selon l'expression de *Livres Hebdo* (décembre 1997) le « Monsieur Livre de **Claude Allègre** », ministre socialiste de l'Education nationale. Comme l'écrit *Libération* (8 mai 2002), « s'il s'agit de rassurer le milieu enseignant, le sénateur-maire de Périgueux fera l'affaire. "Il mesure très bien ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire", dit un syndicaliste manifestement très confiant. » Et *Le Monde* (9 mai 2002) ajoute : « Xavier Darcos apportera sa grande connaissance des rouages de la machine éducative. Ce représentant de l'inspection générale de l'éducation nationale, dont il a été lé doyen, connaît parfaitement la maison, et celle-ci l'estime. » Cet agrégé de lettres classiques et docteur de 3e cycle en études latines (ainsi que docteur d'Etat ès-lettres et sciences humaines) a enseigné en khâgne au lycée Montaigne de Bordeaux et professeur de chaire supérieure à la khâgne du lycée Louis-le-Grand de Paris. Maire-adjoint en charge de la culture à la mairie de Périgueux de 1988 à 1996 (puis maire), cet inspecteur général de l'Education nationale est professeur associé de littérature comparée, depuis octobre 1996, à la Sorbonne. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont une *Histoire de la littérature* parue en 1996 et une biographie monumentale de **Prosper Mérimée** sortie en 1998.

François Loos. Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. Ingénieur des Mines né le 24 décembre 1952 à Strasbourg (Bas-Rhin). Fils de **Maurice Gall** et d'**Alice Loos**, dont il a adopté le nom, il est père de six enfants. Titulaire d'un DEA de mathématiques, ce polytechnicien est également ingénieur des Mines. Il a brièvement travaillé chez de Dietrich (1976-1977), avant d'être chargé de mission du préfet de la région Alsace (1979-1982). Conseiller technique de **Pierre Pflimlin**, président du Parlement européen en 1984, il fut par la suite conseiller technique du ministre de la Recherche, en charge des Affaires internationales, le mitterrandien **Hubert Curien** (1984-1985), dans le cadre du gouvernement de **Laurent Fabius**, ce qui donne une idée assez précise de ses convictions de « droite ». Par la suite, il sera directeur général adjoint de Thann Mulhouse (groupe Rhône-Poulenc) en 1986-1987 puis secrétaire général de la recherche de ce groupe (1987-1989), et enfin directeur général de la société Lohr (1990-1993), entreprise de construction mécanique (remorques de camions) forte de 1 600 salariés. Secrétaire général adjoint du Parti radical (jusqu'en 1995), il devient conseiller régional d'Alsace en 1992 (réélu en 1998) ainsi que secrétaire national du Parti radical en charge des relations extérieures Président de sa fédération départementale du Bas-Rhin, il se fera élire député UDF de la 8e circonscription en 1993 (succédant à **François Grussenmeyer**) et sera réélu en 1997. Lors du congrès du Front national, à Pâques 1997 à Strasbourg, ce catholique (cf *Témoignage chrétien*, 5 novembre 2000) figure parmi les signataires des pétitions anti-FN. « Je me suis engagé dans la politique pour lutter avant tout contre la montée des extrêmes et stopper la progression du FN dans la région (*Profession politique*, 91992). » Délégué national aux études de la Nouvelle UDF depuis 1999, il devient président du Parti radical, nettement axé au centre-gauche et généralement considéré comme l'un des fiefs de la franc-maçonnerie, la même année, succédant à **Thierry Cornillet**, aux termes de négociations complexes. En 2002, ce vice-président de l'UDF depuis l'année précédente s'est opposé à la candidature de **François Bayrou** et a soutenu celle de **Jacques Chirac**, en charge des comités de soutien, recevant aujourd'hui le salaire de sa nouvelle fidélité.

Nicole Ameline. Secrétaire d'Etat à la Mer. Chargée de communication, née le 4 juillet 1952 à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados). Cette fille d'agriculteurs est titulaire d'une DES de droit public. Se présentant au *Who's Who* comme ancienne élève de l'Institut d'études politiques de Paris, elle ne figure pas toutefois dans l'annuaire des diplômés. Chargée de mission au cabinet du ministre de l'Environnement et du Cadre de vie **Michel d'Ornano** (1978-1980), elle fut par la suite secrétaire générale de la mairie de Honfleur (1980-1987), puis chargée de communication du conseil général du Calvados et secrétaire général du district de Deauville-Trouville. Suppléante de Michel d'Ornano, elle lui succéda en mars 1991, après son décès accidentel dans cette circonscription à la fois agricole et très bourgeoise (Honfleur, Deauville, Trouville, Cabourg, etc.). Elue en 1993 (en concurrence avec l'écologiste **Corinne Lepage**, puis, au second tour, face au FN **Guy Dupin**), puis réélue en 1995 (élection partielle avec seulement 52,5% perdant 22 points par rapport à 1993) et 1997, comme député Démocratie libérale (où elle est chargée, dans ce parti, des relations internationales depuis 1998) de la 4e circonscription du Calvados, elle était entrée au gouvernement en, comme secrétaire d'Etat à la Décentralisation, avant que cette « juppette » ne soit rapidement débarquée en novembre 1995. Conseillère régionale depuis 1998, elle est également vice-présidente du conseil régional de Basse-Normandie. Secrétaire nationale de l'UDF pour les affaires européennes (1996-1998), elle est depuis, juillet 1997, secrétaire nationale de Démocratie libérale. En mars 2000, elle s'est réjouie de la ratification par l'Assemblée nationale du traité créant la Cour pénale internationale chargée de juger les responsables supposés de génocide, de crimes contre l'humanité et d'agression, puisqu'ainsi est reconnue « la supériorité des droits de l'Homme sur le droit des Etats ». Présidente de Convictions, de l'Association Samuel de Champlain et de la commission économique de l'Association France-Canada, elle a été nettement battue à la mairie de Honfleur, en 1995, face à la liste écologiste. « Je réprouve toute alliance, tout accord, toute concession à l'égard du Front national (*Le Pays d'Auge*, 27 mars 1998). » En 2000, lors du vote du projet de loi sur l'avortement et la contraception (portant notamment le délai d'avortement à douze semaines), elle a été l'un des cinq députés DL à s'abstenir, alors que 35 autres votaient contre.

Renaud Dutreil. Secrétaire d'Etat aux PME, au Commerce, à l'Artisanat et aux Professions libérales. Son portrait détaillé est paru dans *F&D* 17, ayant été à la pointe du combat anti-FN et partisan de l'interdiction de ce parti (« Il n'y a pas d'autres solutions que de bâillonner ceux qui dérangent. »). En voici donc la mise à jour, depuis janvier 1997. Député UDF de l'Aisne depuis 1994 (à la suite du décès d'**André Rossi** dont il était le suppléant, et élu, en 1997, face au cardiologue **Christian Cabrol**), ce



PORTRAITS

« jeune loup » est, de longue date, l'un des plus fervents partisans de la constitution d'un grand parti unique de la droite. Ce fervent chiraquien préside donc l'Union en mouvement depuis sa création en avril 2001 (qu'il avait concocté avec le RPR **Hervé Gaymard** et le DL **Dominique Bussereau**, qui figurent tous les deux également au gouvernement) et est devenu, de fait, celui de l'Union pour la majorité présidentielle, même si c'est **Alain Juppé** qui en tire les ficelles. Porte-parole du Parti républicain de 1995 à 1997, il en a démissionné et a rejoint l'UDF en septembre 1998 lorsque son parti a réintégré dans le groupe parlementaire **Jacques Blanc**, président du conseil régional Languedoc-Roussillon qui avait bénéficié de l'apport des voix FN. Il avait pourtant signé une pétition de 17 députés en faveur de **Charles Millon**, élu exactement de la même manière, le 24 mars 1998. Il n'a pas soutenu **François Bayrou** lors de la campagne. Lors de celle-ci, c'est lui qui avait déposé le site Internet *les-beursavecchirac* (« les beurs avec Chirac »). Son épouse, **Christine Rivoire**, est responsable de communication au Medef, le « parti des patrons ». Ce normalien, également sorti second de l'Ena, a signé deux essais dont La République des âmes mortes (*Le Cherche-Midi*, 2001), où il étrille « les élites archaïques ». A l'Assemblée, il a été l'un des députés les plus actifs contre le Pacte civil de solidarité, avant de lisser son discours par la suite.

Renaud Donnedieu de Vabres. Ministre délégué aux Affaires européennes. Né le 13 mars 1954 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il est passé par l'Institution Sainte-Croix et le Lycée Pasteur de Neuilly. Cet administrateur civil est issu d'une vieille famille protestante cévenole de « grand commis » de l'Etat : son père, **Jacques Donnedieu de Vabres**, conseiller d'Etat, fut le négociateur français du dossier du Marché Commun dans le cadre des négociations du traité de Rome en 1957 (à sa mort, son fils, a fait publier aux Editions Godefroy, en 1985, ses mémoires, sous le titre *Vent d'espoir sur la démocratie*), et son grand-père, **Henri Donnedieu de Vabres**, fut l'un des quatre juges du Tribunal de Nuremberg en 1945. Son oncle, **Jean Donndedieu de Vabres**, fut secrétaire général de l'Elysée sous **De Gaulle** puis sous **Pompidou**, de 1964 à 1974. Tant son oncle que son père joueront un rôle important dans la rédaction de la Constitution de 1958. Il est également apparenté à l'écrivain **André Pieyre de Mandiargues** et à une foultitude de personnalités du Gard (cf *Histoire familiale des hommes politiques français*, Archives et culture, 1997). Sa sœur **Lorraine Donnedieu de Vabres**, née en 1961, avocate, a épousé en 1987 l'énarque **Jean-Pascal Tranié**. Sa sœur **Anne Donnedieu de Vabres**, née en 1945, a épousé, en 1969, **Jean-Philippe de La Fontaine de Coincy**, ingénieur. Son frère **François Donnedieu de Vabres**, né en 1948, cadre de banque, a épousé, en 1979, **Sylvie de Garnier des Garets**. En 1974**, Renaud Donnedieu de Vabres** fit campagne pour **Jacques Chaban-Delmas** dont le discours sur la Nouvelle Société l'avait séduit (le président du comité des jeunes chabanistes était le futur socialiste **Michel Vauzelle**), avant de rejoindre par la suite, peu avant 1981, les eaux giscardiennes, notamment les clubs Perspectives et Réalités. Il fut le témoin de mariage d'**Henri Giscard d'Estaing**, avant de se brouiller avec son père, qu'il jugeait trop à droite. Cet énarque est de la même promotion que **Dominique de Villepin**, ainsi que licencié en droit et diplômé de Sciences-Po Paris. A l'Ena (où il sortit dans un rang modeste), il a étroitement côtoyé **François Hollande**, **Ségolène Royal**, **Frédérique Bredin** ou **Michel Sapin**. A cette époque, comme l'écrivent **Joseph Macé-Scaron** et **François Bazin** dans *Les Politocrates*, « son centre de gravité penchait à gauche ». Dans *Les Hommes de l'ombre,* **David Martin-Castelnau** a interrogé ses amis socialistes de l'époque et écrit à son propos : « Ils se demandent aujourd'hui "ce qu'il peut bien faire à droite". » Il lui en reste quelque chose puisque, par exemple, il fut le principal inspirateur, en 1989, du texte de **François Léotard,** *Lâchetés* paru dans *Libération* deux jours après un long article de **Valéry Giscard d'Estaing** dans *Le Figaro-Magazine* sur l'immigration que l'ancien président de la République comparaît à une « invasion ». Il a d'abord fait carrière dans l'administration préfectorale, passant notamment par la Touraine où il s'implantera en politique. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris à partir de 1984, ce très proche de **François Léotard** devient, en 1986, son directeur de cabinet, au titre de président du Parti républicain, puis, en 1996, au titre de président de l'UDF. Conseiller régional du Centre depuis 1986, ce célibataire endurci sera battu en 1988 aux élections législatives dans la 5e circonscription d'Indre-et-Loire par le socialiste **Jean-Marie Testu**. En 1989, il sera le principal artisan de la tentative de prise de la présidence du groupe parlementaire de l'UDF par **François Léotard** mais échouera dans sa tâche, ce qui entraînera une traversée du désert pour l'intéressé. Ne s'étant finalement pas représenté en 1993 (bien que son mentor **François Léotard** lui ait négocié l'investiture officielle dans la circonscription), il laisse la place au RPR dissident **Philippe Briand**, maire RPR de Saint-Cyr-sur-Loire, qui sera élu. Il entre toutefois au cabinet de **François Léotard**, devenu ministre de la Défense, comme conseiller spécial (et de fait, le véritable n°2, traitant notamment des contrats d'armement, ce qui entraînera sa mise sur écoutes par la DGSE sur ordre du nouveau ministre de la Défense **Charles Millon**, en juin 1995, cf *Libération,* 3 août 2001). « Le chargé de mission a l'œil sur "tout ce qui est essentiel" pour son patron qu'il s'agisse d'affaires intérieures, extérieures ou privées (*Le Nouvel observateur*, 24 mars 1994). » Comme lui, en 1995, il fait campagne pour **Edouard Balladur** et quand Léotard choisit de demeurer à l'UDF, en 1998, après sa rupture avec **Alain Madelin**, il lui emboîte le pas. En 1997, il sera codirecteur de la campagne législative de la majorité, représentant l'UDF. Opposé au socialiste **Jean-Patrick Gille** et à la dissidente RPR **Michèle Beuzelin**, il sera finalement élu de justesse (51,07 %) en juin 1997 dans la 1re circonscription de l'Indre-et-Loire, récupérant de justesse le fauteuil qu'occupait depuis 38 ans le maire divers droite de Tours **Jean Royer**. En 1998, il refuse de se présenter à la présidence de la région Centre, préférant confier les rênes à la gauche (en particulier à son ami **Michel Sapin**), qui ne disposait pourtant que d'une majorité relative, alors même que la voie était libre pour l'UDF-DL **Bernard Harang**. En 1999, au titre de ses fonctions au PR, il sera poursuivi pour « blanchiment » (à hauteur de 5 millions de F) et « infraction à la législation sur le financement des partis » dans le cadre d'une enquête partie d'une petite banque italienne, le Fondo sociale, ce qui avait provoqué une perquisition à son domicile et à sa permanence le 7 juillet 1998 (l'affaire est toujours pendante, consulter notamment *Les Finances du PR au cœur du conflit qui déchire les libéraux*, *Le Monde,* 8 août 1998). En 2001, il tente de s'emparer de la mairie de Tours et sera battu avec 46,52 % par le socialiste **Jean Germain** (élu depuis 1995) malgré un gros travail de terrain et une aide financière importante de l'UDF. En 2002, il soutient Chirac plutôt que Bayrou. Comme l'écrit *Libération* (8 mai 2002) : « Il a été récompensé [en entrant au gouvernement] d'avoir trahi François Bayrou. Il allait être nommé porte-parole du candidat centriste à la présidentielle quand il a décidé de rouler pour Jacques Chirac, tenté par une vague promesse ministérielle. » En politique étrangère, tout comme son ami **François Léotard**, il s'est fait remarquer par son soutien à la cause sioniste. Il a, par exemple, participé aux dîners de gala du Conseil représentatif des institutions juives de France en novembre 2000 et 2001.

Paris, le 12 OCT. [illegible]

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur d'appeler votre bienveillante attention sur la contravention relevée à l'encontre de Monsieur Renaud DONNEDIEU de VABRES.

N° de la contravention : – 00119585.

je vous remercie de me tenir informé des suites que vous aurez pu réserver à cette demande, et je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes sentiments respectueux, et dévoués

Jérôme RIVIERE

Monsieur Philippe MASSONI
Préfet de Police
Préfecture de Police
9, Bld du Palais
75004 PARIS

A un moment où plusieurs ministres s'opposent à l'amnistie des contraventions et PV de stationnement, il est curieux de constater que lorsqu'il était au ministère de la Défense, Renaud Donnedieu de Vabres faisait demander au préfet de police de Paris, Philippe Massoni, aujourd'hui conseiller pour la sécurité à l'Elysée, de faire sauter ses propres contraventions.

(*la suite au prochain n°*)

ETRANGER



Rule the World

L'Europe est « inconséquente », les opposants américains (comprendre les médias et les « soi-disant intellectuels ») sont des « frustrés à l'esprit embrouillé », l'intervention américaine dans les Caraïbes et en Amérique latine est un « droit » des Etats-Unis, même lorsqu'il s'agit de pays avec un gouvernement démocratiquement élu. Autant d'éléments et de jugements à l'emporte-pièce qui ressortent des conversations secrètes de **Richard Nixon** et **Henry Kissinger**, tout récemment déclassifiées. En 1970, Kissinger déclarait par exemple à propos du vieux Continent : « Ce que l'Europe pense, je suis incapable d'en juger. De toute manière, ils ne peuvent strictement rien faire. Ils sont fondamentalement inconséquents. » En revanche, tous les deux avaient une immense admiration pour les dirigeants chinois, Nixon estimant par exemple que l'essentiel des valeurs de Mao étaient les siennes.

Crémation

Alors qu'elle s'y opposait jusqu'alors, la Congrégation pour l'adoration divine et la discipline des sacrements, dirigée par le cardinal **Jorge Medina Estevez**, vient de reconnaître la licéité, dans un document de 295 pages intitulé *Dictionnaire des pratiques de piété populaire et de liturgie*, la pratique de la crémation, qui fut longtemps l'un des dogmes de la franc-maçonnerie. Alors même que le canon 1917 interdit la crémation, le cardinal a estimé qu'il s'agissait d'une pratique normale, en particulier pour les chrétiens d'Asie, n'allant pas à l'encontre de la croyance dans la résurrection des corps. Le cardinal Medina a même estimé qu'il était inutile de conserver les cendres des défunts dans des urnes mais qu'elles pouvaient être dispersées dans la mer ou dans la montagne si c'étaient les souhaits du défunt. Enfin, l'Eglise autorise désormais des cérémonies religieuses dans les crématoriums identiques à celles pratiquées lors des enterrements dans les cimetières.

Le Sud hispanique

Selon **Joel Kotkin**, professeur de démographie et d'économie à l'université Pepperdine de Californie, l'immigration hispanique est en train de provoquer des changements sociaux irréversibles dans les Etats du Sud des Etats-Unis, et pas seulement dans les Etats de la frontière. Le recensement de 2000 a par exemple montré que durant les dix dernières années, la population hispanique (essentiellement mexicaine) de Greensboro avait augmenté de 694 %, celle de Charlotte de 622 %, celle de Raliegh de 560 % et celle d'Atlanta de 362 %. Les trois premières villes se trouvent en Caroline du Nord, où la population hispanique a augmenté de 400 %, s'élevant maintenant à 400 000. 53 % d'entre eux ne lisent que l'hebdomadaire hispanique de la région et seulement 10 % un hebdomadaire en anglais, et 19 % les deux. 29 % n'écoutent que des radios hispaniques

Euthanasie

Le 1er avril, dans la plus parfaite indifférence, est entrée en vigueur, aux Pays-Bas, la loi votée l'année dernière légalisant l'euthanasie, y compris pour les enfants à partir de douze ans. Le second pays européen à suivre cette politique de mort devrait être la Belgique, avec une loi allant dans ce sens, déjà votée par le Sénat, qui n'attend plus que l'accord des députés (cf p.5 sur son initiateur).

Marine stratégique

Jusqu'alors purement défensive (défense côtière), la Marine israélienne est en train de se transformer en flotte stratégique, avec pour objectif, en 2020, d'avoir 30 % de son armement stratégique embarqué, avec possibilité de se déployer jusque dans l'Océan indien. Cinq frégates Sa'ar 5 seront construites à partir de 2003, les trois corvettes Sa'ar 5 seront équipées de lance-missiles longue portée tout comme les trois sous-marins de classe Dolphin. Par ailleurs vont être développés les missiles avancés d'attaque navale (ANAM) et les missiles UAV

▶ Le brigadier chef **Roger Lane**, commandant du corps britannique, composé de 1 700 commandos et SAS, a annoncé le 7 mai le prochain rapatriement des troupes en Grande-Bretagne et l'arrêt de l'offensive *Operation Snipe* (la plus grosse opération depuis les Falklands) qui avait débuté le 18 mars. Ce, en raison de l'absence totale face à eux de combattants d'Al-Qaeda, qui se seraient comme évanouis dans la nature. Mais ont-ils seulement jamais existé?

▶ Dans la même veine, le directeur du FBI **Robert Mueller** a reconnu, le 19 avril lors d'une réunion au Commonwealth Club de San Francisco, que les 1 700 agents chargés de l'enquête sur le 11 septembre, après avoir examiné des centaines de milliers d'éléments, depuis les réservations de vols jusqu'aux comptes bancaires, avaient été incapables d'établir une seule preuve concrète de l'implication d'Al Qaeda dans les attentats aux Etats-Unis. Ces mots exacts, puisque certains pourraient en douter, sont : « In our investigation, we have not uncovered a single piece of paper - either here in the United States or in the treasure rove of information that has turned up in Afghanistan and elsewhere - that mentioned any aspect of the Sept. 11 plot. (cf *www.fbi.gov/pressrel/speeches/speech041902.htm*) » Le *Washington Post* (30 avril) ajoute : « Les enquêteurs disent qu'alors qu'ils ont été capables de retracer les mouvements des pirates de l'air avant les attaques - tous parfaitement légaux à l'exception de quelques tickets de transport - ils n'ont trouvé aucune preuve factuelle de complot. »

▶ La Virginie est le premier Etat américain (sur les trente qui pratiquaient la même politique) à s'excuser officiellement d'avoir conduit, de 1924 à 1979, un programme de stérilisation et d'eugénisme. Afin d'amplifier la sélection naturelle, plus de 7 000 personnes porteuses de maladies héréditaires, dans cet Etat, ont été stérilisées. Ces excuses coïncident avec le 75e anniversaire d'une décision de la Cour suprême des Etats-Unis qui, en 1927, avait confirmé que la législation virginienne sur la stérilisation était bien constitutionnelle.

▶ Fin avril, la Ligue Anti-Diffamation du B'naï B'rith a été condamnée à verser 150 000 dollars de dommages et intérêts à l'ancien membre républicain du Congrès **Pete McCloskey** pour l'avoir espionné en raison de ses votes antisionistes

▶ Un sondage international conduit par l'*International Herald Tribune* et le Council on foreign relations montre que 24 % des Allemands soutiennent les Israéliens et 26 % les Palestiniens (les autres étant indifférents), 19 % des Français appuient l'Etat hébreu et 36 % les Palestiniens, 14 % des Italiens sont pour Israël et 30 % pour les Palestiniens, les chiffres sont de 17 % et 28 % en Grande-Bretagne. Seuls les Américains soutiennent farouchement Israël, avec plus de 41 % d'opinions positives contre 13 % seulement pour les Palestiniens.

▶ Un étonnant site Internet : celui des Gardes suisses du Vatican (fondés par **Jules II**) : *www.shweizegarde.org/Francais/sommaire_fr.htm* (à compléter avec celui du Vatican *www.vatican.ca*).

ECONOMIE

▶ Extrait du *Financial Times* (25 avril) sur le vote **Le Pen** : « Les responsables des milieux d'affaires français ont demandé hier aux hommes politiques d'utiliser le trouble provoqué par la victoire électorale de l'extrême droite dimanche dernier pour introduire des réformes radicales, économiques et constitutionnelles. » Bref, dans la logique ultra-libérale, sans doute plus de main d'œuvre immigrée (pour compenser le manque de naissances et les retraités de plus en plus nombreux) et de nouveaux abandons en matière de protection sociale pour une flexibilité accrue, avec renforcement de l'« *affirmative action* » dans la fonction publique.

Discrètement voté dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2001; et devant seulement être précisé par voie de décret, un nouveau dispositif autorise désormais les agents fiscaux, les douaniers (et, évidemment pour justifier cette nouvelle inquisition, les enquêteurs de la Commission des opérations de Bourse, au nom de la sacro-sainte « lutte contre la corruption ») d'avoir accès aux données Internet des contribuables (par exemple en cas de contrôle fiscal), notamment l'ensemble de leurs mails. Plus grave encore, alors que la Loi sur la sécurité quotidienne de novembre 2001 limitait au maximum à deux ans une telle pratique, il n'y aura aucune limite dans le temps pour remonter les communications puisque, selon le Conseil constitutionnel, ce texte confirme simplement un droit antérieur.

▶ C'est le grand retour de l'Etat chiraquien dans les grands corps de l'Etat. Une note nominative, établie au QG de campagne de Chirac, listait, avant même le résultat de l'élection, le Corps des Mines, avec classement entre les ingénieurs ayant travaillé pour la gauche, ceux qui étaient « non retournables », ceux considérés comme « peu fiables » et les autres. Il en est de même à l'Inspection des Finances.

▶ Les premiers à « sauter » devraient être **Sophie Maheux**, directrice du Budget, **Jean-François Stoll** (Direction des relations économiques extérieures), **François Villeroy de Galhau** (Direction générale des impôts et ex-directeur de cabinet de **Dominique Strauss-Kahn**), **Paul Champsaut** (INSEE), **Pierre-Louis Bras** (direction de la Sécurité sociale). Par ailleurs, le Commissariat général au Plan, qui pourrait revenir à **Nicolas Tenzer**, devrait fusionner avec le Conseil d'analyse économique créé par **Lionel Jospin**.

▶ Pour la première fois, Standards & Poor's, agence internationale de notation pour les crédits bancaires, vient de classer Israël parmi les pays « négatifs » (c'est-à-dire à hauts risques pour les investisseurs et les prêteurs), alors que l'Etat hébreu figurait jusqu'alors dans les pays « stables ». Le déficit budgétaire en effet dépasse désormais 4,6% du produit national brut alors que les impôts directs et indirects (notamment pour financer la guerre anti-palestinienne) ne cessent de croître et l'activité économique (pas seulement le tourisme) de se dégrader.

France : championne du monde la fiscalité

Selon l'étude annuelle de la revue américaine Forbes Global, les Français subissent la plus forte pression fiscale des contribuables de la trentaine de pays étudiés, parmi lesquels figurent tous les grands pays développés mais aussi la Chine. Ce n'est pas une nouveauté puisque c'était déjà le cas l'année dernière et l'année d'avant. La France arrive donc, en 2002, en tête des pays pressurés avec un indice de 181,2. Cet indice est calculé à partir d'une série d'indicateurs et de taux comme le taux d'imposition maximal sur les revenus, les impôts sur la richesse, la TVA et les taxes de sécurité sociale payables par les employeurs et les employés, les impôts sur les sociétés, etc. La Belgique arrive en seconde place avec 164,2, précédant la Chine (154,5), la Suède (149,3) et l'Italie (147,5). L'Allemagne arrive en quinzième place, les Etats-Unis à la 16e place et le Royaume-Uni à la 18e. Hong-Kong est le champion de la fiscalité faible avec 41 seulement. Comme l'indique la revue américaine, ce sont les plus compétents et les plus industrieux qui ont alors tendance à s'expatrier : « Plus l'indice est élevé, plus forte est la douleur fiscale, particulièrement pour les chefs d'entreprise du pays, qui examine soigneusement les taux maximum et les taux réels d'imposition lorsqu'ils font des choix d'investissement […] abaisser les taxes, et par conséquent encourager l'esprit d'entreprise, pourrait stimuler le PIB par habitant de la France, qui est l'un des plus bas d'Europe. »

▶ Une médiocre thèse (en fait un simple travail de catalogage) consacrée à l'immigration en France, dont, toutefois, une partie, plus intéressante, est consacrée à l'histoire de la « préférence nationale », c'est-à-dire les discriminations légales sur le marché du travail (notamment la loi sur la préférence nationale de 1932, votée sous un gouvernement radical-socialiste, ou celle toujours active dans le service public) : *www.bok.net/pajol/ouv/cerc/part2.html*

▶ Après Merrill Linch, Morgan Stanley Dean Witter, ABN Amro et la Société générale, deux des principales institutions financières internationales, Goldman Sachs et J.P. Morgan Chase ont commencé à se retirer des marchés financiers asiatiques, estimant les coûts de fonctionnement de leurs bureaux, et les risques, beaucoup trop élevés.

▶ Malgré l'opposition des Etats-Unis, du Canada et l'Australie, la Chambre des représentants a approuvé massivement (280 contre 141), le 2 mai, un programme de subventions aux agriculteurs américains de 180 milliards de $ sur dix ans, ce qui entraînera une augmentation des aides à ces derniers de 70%, en particulier pour les producteurs de coton, de maïs, de lait, etc. On se rappellera que ces deux dernières années, Washington n'avait cessé de faire pression sur l'Europe pour obtenir une diminution des subventions européenne, estimant qu'elles déséquilibraient la libre concurrence et le marché mondial agricole.

▶ Par-delà les rodomontades de **Jean-Marie Messier**, c'est la famille **Bronfman** (*F&D* 50), comme cela était prévisible, qui mène la danse au sein de Vivendi Universal. Son administrateur au CA, **Samuel Minzberg**, qui a annoncé que la famille révisait sa position capitalistique au tour de table de VU, exige désormais la vente de Vivendi Environnement, la filiale (ultra-rentable) de distribution d'eau, propreté, déchets, de manière à faire rentrer de l'argent frais… dans les poches des actionnaires. Avant la chute finale?

KIOSQUE

▶ Alors que les charges contre **Slobodan Milosevic** s'effondrent les unes après les autres, on note avec intérêt l'« impartialité » du porte-parole de **Carla Del Ponte**, procureur général du Tribunal pénal international pour la Yougoslavie, **Florence Hartmann**. Cette journaliste française est l'auteur d'un pamphlet antiserbe, *Slobodan Milosevic, La Diagonale du fou* (Denoël, 1999).

▶ Chef du service santé de *France 2* depuis 1985, **Jean-Daniel Flaysakier**, ex-médecin généraliste, s'est confié à *Tribune juive* (25 avril « Mon père était polonais. Il est arrivé en France dans les années 1920 et travaillait au recyclage des matériaux (NDLR : ferrailleur?). Ma mère est d'origine hongroise […] Je me considère comme un vrai Juif de Kippour […] Je suis plus l'héritier d'une culture que d'une religion, même si je ne manque jamais les célébrations des grandes fêtes. »

▶ Nouveau patron de *Canal* +, **Xavier Couture** (cf *F&D* 131) a publié en début d'année un roman (affligeant) aux éditions Grasset/Fasquelle, *Coma*, où on lit des phrases d'une grande profondeur comme : « Je me regarde, je suis beau »; « Les couloirs ne commencent nulle par et n'aboutissent jamais »; « La vie, même vue du fond des chiottes, c'est magnifique »; « Je suis en guerre avec un peuple d'excréments ».

▶ Associations littéraires. - N° 109 du *Bulletin de l'Association des amis de Robert Brasillach*, dirigé par Me **Philippe Junod** (CP 3763, 1211 Genève 3, Suisse), très largement consacré au livre d'**Alice Kaplan**, *Intelligence avec l'ennemi. Le Procès Brasillach*. - N° 9 de *Pangloss, le bulletin des amis de Robert Poulet*, dirigé par **Thomas Rucki** (BP 15, 59331 Tourcoing cedex), où l'on retrouve des articles sur et de l'écrivain belge, qui fut un pilier du *Spectacle du Monde* et de *Rivarol*. - N° 232 du *Bulletin célinien*, dirigé par **Marc Laudelout** (BP 70, 1000 Bruxelles 22, Belgique), toujours aussi riche, avec notamment le début (passionnant) d'une série d'articles de **Philippe Alméras** sur la préparation de ses deux thèses américaines et ses rencontres avec les Céliniens qui en découlèrent.

▶ Dirigé par **Bernard Antony**, *Reconquête!* (Centre Charlier, 70 boulevard Saint-Germain, 75005 Paris) d'avril reproduit une longue conférence inédite de **Gustave Thibon** consacrée à *Victor Hugo visionnaire*.

▶ Le nouveau n° du *Bulletin d'information de l'Association Vérité & Justice* (CP 355, 1618 Châtel-Saint-Denis, Suisse) apporte d'intéressantes informations sur la Commisson indépendante d'experts (dite Commission Bergier, dotée d'un budget de 22 millions de francs suisses), qui a rendu public, le 22 mars dernier, son important rapport (15 volumes) sur le bien-fondé des revendications du Congrès juif mondial dans le cadre de l'affaires des fonds juifs en déshérence dans les banques suisses. En particulier sur son président, l'historien **Saul Friedländer**, historien qui fut notamment secrétaire de **Nahum Goldman**, président du Congrès juif mondial, ainsi qu'auteur, en 1964, de **Pie XII** et le III[e] Reich, qui entendait dénoncer le « silence » du pape face à l'holocauste.

▶ Laissez les Vivre-SOS Futures Mères vient de lancer une lettre électronique. Pour la recevoir, s'inscrire à *llvsosfm@free.fr*

▶ Le n° 160 d'*Action familiale et scolaire* consacre un dossier synthétique de qualité à la *Connaissance élementaire de l'inquisition*, remettant, comme d'habitude, les pendules à l'heure (31 rue Rennequin, 75017 Paris).

▶ Parution d'un n° (après une longue interruption) de *The Scorpion*, périodique anglais dirigé par **Michael Walker**, considéré comme le principal représentant de la « Nouvelle Droite » outre-Manche, pratiquemnt intégralement consacré à **Friedrich Nietzsche** (BCM 5766, London WCIN 3XX, Angleterre).

▶ Le bimestriel catholique contre-révolutionnaire *Sous la bannière*, animé par **A.M. Bonnet de Viller**, fête son centième numéro, avec, comme d'habitude, de nombreux articles sur les menées secrètes et la subversion mondiale. A remarquer plus particulièrement celui consacré à *La Guerre climatique* (Les Guillots, 18260 Villegenon).

▶ C'est un ouvrage d'une exceptionnelle qualité que publie Le Labyrinthe (41 rue Barrault, 75013 Paris) avec le premier volume de *Notes sur un temps rompu (1981-1982)*, journal tenu au jour le jour par **Gilbert Comte**, journalite monarchiste qui exerça aussi bien au *Monde* qu'au *Spectacle du Monde* et fut même membre du cabinet de **Jean-Perre Chevènement**. Des réflexions rares et des analyses de très haute tenue. On attend la suite avec beaucoup d'impatience.

▶ Akribeia (45/3 route de Vourles, 69230 Saint-Genis-Laval) sort la traduction d'un remarquable ouvrage de l'universitaire italien **Claudio Mutti**, *La Grande influence de René Guénon en Roumanie*, suivi de *Julius Evola en Europe de l'Est*. Cet immense spécialiste de l'« orientation traditionnelle » en Europe orientale y retrace la profonde influence de ces deux penseurs dans les milieux aussi bien religieux (en particulier orthodoxes) que politique (Garde de fer de **Corneliu Z. Codreanu**), et son renouveau après la chute du communisme (notes, index, 24,5 euros franco de port).

▶ Les actes du IV[e] Congrès théologioque de Si Si No No, tenus en août 2000, viennent d'être réunis sous le titre *Pour une vraie restauration de l'Eglise*. On y trouve les nombreuses interventions de prêtres et intellectuels proche de la Fraternité Sant Pie X, comme *Les Sociétés éducatrices face à la Révolution*, *La Papauté au risque du XXI[e] siècle*, *La Formation intllectuelle des futurs prêtres*, *Jean XXII ou la charité désintégrée* ou *La Catéchèse française d'après ses documents* (*Courrier de Rome*, BP 156, 78001 Versailles).

▶ S'inspirant de l'exemple espagnol, une maison de disques italienne vient de sortir en trois CD l'essentiel des chants fascistes du Ventennio et de la République sociale italienne, remixés en muique « techno », sous le titre *Technobalilla, dance version* (Fonotil SAS, Via Galilelo Galilei 1/B-C, 20040 Burago di Molgora, MI, Italie. Tel. : 039 6081044).



KIOSQUE

► Auteur du très remarqué *La Colonisation de l'Europe*, **Guillaume Faye** termine un livre au titre, sans doute prémonitoire, *Avant Guerre*.

► Un discret arrêté (daté du 29 avril et publié dans le *Journal officiel* du 3 mai) établit une « dérogation générale pour la consultation de Fonds d'archives publiques concenant la Seconde Guerre mondiale ». Sont désormais consultables librement aux Archives de France (et dans les directions départementales) les « rapports des préfets et sous-préfets, rapports de police, rapports des renseignements généraux, dossiers des cabinets de préfets relatifs à la surveillance des organisations politiques et des syndicats, dossiers des cabinets des préfets relatifs à l'organisation des camps d'internement, des convois de déportation et, en général, aux persécutions et spoliations, archives des camps d'internement (sauf dossiers de personnel), liste nominatives et feuilles de pointage émanant du Service du travail obligatoire ».

► *9-11*, l'essai de **Noam Chomsky**, universitaire d'ultra gauche américain anti-impérialiste, remporte un très vif succès aux Etats-Unis (que l'auteur considère comme « un Etat terroriste »), s'imposant pour la première fois dans les listes des meilleures ventes aux Etats-Unis, avec plus de 115 000 ventes. Un succès d'autant plus spectaculaire que l'ouvrage est sorti dans une petite maison d'édition, Seven Stories Press, et n'est vendu que dans le circuit alternatif et sur Internet.

► L'Association des bibliothécaires de France a mis en place un site internet spécifiquement anti-**Le Pen**.

► La bibliothèque d'**Hugo Pratt** (le créateur de **Corto Maltese**), soit 17 000 ouvrages, est intégralement présentée et consultable au Festival international de la bande dessinée de Sierre (près de Sion, en Suisse), qui se déroulera du 30 mai au 2 juin.

► L'actrice **Jodie Foster**, qui espérait incarner **Leni Riefenstahl**, dans un film où la vie de la ciénaste aurait été retracée, aurait finalement coupé les ponts avec la réalisatrice du *Triomphe de la volonté*, cette dernière demandant, par contrat, à disposer d'un droit de regard sur le scénario final. L'actrice américaine s'y est refusée mais n'a pas renoncé au projet, attendant sans doute désormais le décès de la cinéaste, aujourd'hui âgée de 99 ans.

► Un militant d'extrême gauche, **Erwan Lecœur**, vient de soutenit, avec succès, une thèse de sociologie, présentée comme une « thèse anti-Le Pen [et] un réquisitoire en règle qui démonte le "national-populisme" » par *La Nouvelle République* (3 mai), devant l'université de Tours. On jugera de sa qualité à ces deux extraits : « Le FN a redonné du sens au sacré avec **Jeanne d'Arc** et **Clovis**. La flamme au FN, la feuille de chêne de **Mégret**, jadis réservée aux dignitaires nazis, participent de cette symbolique » et « dans ses attaques (venant de **Le Pen**), Chirac a remplacé le juif. En s'attaquant directement à Chirac, il (Le Pen) s'attaque aux juifs. »

► La Villa Carpena, propriété de la famille **Mussolini**, ouverte toute l'année au public depuis l'été dernier, dispose d'un intéressant site Internet : *www.casadeiricordi.it* Comprenant plusieurs centaines d'objets et documents personnels du Duce, elle se situe 24 Via Crocetta, à la sortie de Forli sur la route de Predappio (Tel. : 0543/89507 et 338/6641364).

► Pour la première fois en Norvège, un internaute, **Tore W. Tvedt**, a été condamné à une peine de prison ferme (75 jours de prison, dont 45 avec sursis, plus deux ans de probation) pour avoir mis en ligne des écrits antisémites.

► Dans un même ordre d'idées (cf aussi p.12), **Redoune Taleb**, un internaute parisien d'origine arabe, a été condamné, fin mars, par le Tribunal de grande instance de Paris, à 18 mois de prison avec sursis (plus trois ans de probation et diverses amendes), pour « diffamation raciale, provocation à la discrimination raciale et provocation au crime » pour des messages anti-juifs sur des forums de discussion.

► Jusqu'au 13 juin, cycle de conférences à l'Ecole pratique des hautes études sur *Les Courants ésotériques*, sous la direction d'**Antoine Faivre**, professeur d'université et… membre de la Grande Loge nationale française (Formation continue EPHE, 6 rue Calvin, 75005 Paris. Tel. : 01 45 87 02 27)

► Conférence de **Philippe Conrad** et **Dominique Venner**, consacrée à *La Révolution spartakiste en Allemagne et l'histoire des Corps francs*, le 12 juin à 20 h 30 (SEIN, salle Lumière, 4 place Saint-Germain des Prés, 75006 Paris).

► *Radio Communauté Juive* a diffusé le 2 mai une chanson quasi-inédite de **Serge Gainsbourg** (né **Lucien Ginzburg**), *Le Sable et le soldat*, écrite par le chanteur en 1967, durant la Guerre des Six Jours, à la demande du conseiller culturel de l'ambassade d'Israël en France de l'époque. Egalement connue sous le titre *Chanson pour Israël*, cette chanson offerte à l'Etat d'Israël, qui ne figure sur aucun enregistrement CD, avait été enregistrée sur une simple bande magnétique et portée par le chanteur lui-même le 9 juin 1967 à l'ambassade. Celui qui devait dénaturer *La Marseillaise*, en la mettant à la « sauce reggae », y dit : « Oui, je défendrai le sable d'Israël, la terre d'Israël, les enfants d'Israël; Quitte à mourir pour le sable d'Israël, la terre d'Israël, les enfants d'Israël; Je défendrai contre tout ennemi, le sable et la terre, qui m'étaient promis, quitte à mourir pour le sable d'Israël, les villes d'Israël, le pays d'Israël; Tous les Goliaths venus des pyramides reculeront devant l'étoile de David. » On ignore encore si cette mâle chanson sioniste, qui fleure bon Heretz Israël, figurera dans une prochaine « compil ».

► Signataire de la pétition des artistes contre Le Pen, **Jérôme Deschamps** (« Les Deschiens ») est le fils d'un militant d'Action française.

► Jusqu'au 2 juin à l'Historial de la Grande Guerre (80200 Péronne), exposition sur *Les Cimetières allemands de la Grande Guerre*.



POLITIQUEMENT INCORRECT



► Après quinze jours d'une propagande médiatique haineuse, cette citation d'un grand défenseur de la démocratie : « Voici venue pour les peuples du Vietnam et du Cambodge, l'heure de la reconstruction [NDLR : par la destruction]. Des choix se posent qui ne regardent qu'eux-mêmes et qui expriment la façon dont ils entendent désormais diriger leur destin [famine et asservissement au Vietnam, famine et assassinats au Cambodge]. Mais qu'ils sachent que la France les accompagne, en ces instants, de sa pensée amicale [aux Viet-congs pourvoyeurs des camps de concentration et aux Khmers rouges, fournisseurs des abattoirs !], prête à développer le dialogue amorcé s'ils le souhaitent, à examiner, les bases d'une coopération [dans le génocide] s'ils le désirent, soucieuse en tout cas de voir ces nations trop longues éprouvées par la guerre retrouver sur la scène internationale la place qui leur revient, et y œuvrer dans le sens de la paix [des cimetières]. » Il s'agit du message (commenté par nos soins) envoyé par **Jacques Chirac** à ses homologues vietnamien et cambodgien (*Bulletin de la Chambre de commerce de Saïgon*, 14 juin 1975).

► Monsieur Urgo.Extrait de *Chirac de A à Z* d'**Emmanuel Hecht** et **François Vey** (1995) : « Recordman de la poignée de main, Chirac en use et en abuse. De retour dans son pays, le jeune technocrate qui a réussi à Paris recourt naturellement à ce geste. A partir de 1967, les paysans de Corrèze commencent à l'affubler du sobriquet "Serre-la-louche". Il se glorifie d'avoir serré la main de dix mille personnes en trois semaines pendant la campagne pour une élection législative partielle en novembre 1976 à Ussel. Pour se prémunir des ampoules, Chirac protège sa paume avec un pansement adhésif. Comme les champions de tennis. Urgo avait même préparé une annonce, photo de Chirac en action, à l'appui. L'intéressé la fit interdire. »

► Une enquête publiée par Ipsos-Reid montre que 18% des Américains considèrent le Canada comme le principal allié des Etats-Unis alors que 56% de la population attribue plutôt ce rôle à la Grande-Bretagne. Mais 30% des Américains croient que le Canada est un Etat américain.

► Le Bureau des affaires indiennes a obtenu du gouvernement américain un suffixe spécial pour leur nom de domaine sur *Internet*. Il se composera du nom des tribus reconnues par l'Etat fédéral, d'un tiret suivi de « nsn », pour « native sovereign nation », et de la désignation «.gov ».

✸ Le ridicule ne tue plus : à Corbeil-Essonnes 'où se trouve la tristement célèbre Cité des Tarterets), la manifestation contre le Front national était organisée par l'Union des colonisés de France (*Le Parisien*, 26 avril 2002). L'Essonne serait donc une colonie ?

► En Tanzanie, où 15% de la population entre 15 et 49 ans est déjà infectée par le sida, une cargaison de 10 millions de préservatifs, fournie par le Fonds pour la population de l'ONU, viennent d'être détruit : le Bureau tanzanien des normes a découvert que le test de perméabilité était largement supérieur aux normes, bref que les préservatifs étaient poreux.

► La chaîne Carrefour diffuse gratuitement un *Guide pratique, L'Europe 2000 ans d'histoire*, où la nationalité paraît se mesurer à l'intérêt pour le football : « Une autre grande différence entre les deux rives de l'Atlantique concerne l'intégration des étrangers. En réalité, le fameux melting-pot à l'américaine s'avère être de nos jours plus une juxtaposition d'ethnies qu'un véritable creuset. Les Européens, et particulièrement la France, ont une autre tradition : l'assimilation… Chez nous, chaque nouveau citoyen adhère à des valeurs républicaines et devient, en une génération, un Français comme les autres, criant "Allez les Bleus !" les jours de finale. »

✸ Un internaute français, qui était intervenu, le 26 avril, sur un forum politique pour y dénoncer « l'invasion musulmane » a vu censurer son message au bout de dix minutes. Le 30, il était perquisitionné à son domicile par une dizaine de policiers dans le cadre d'une commission rogatoire d'urgence pour constater le « flagrant délit continu ». Il était interrogé pendant quatre heures, son ordinateur était saisi et quelques heures plus tard, il était mis à pied par l'administration publique qui l'employait bien que le « délit » ait été commis depuis son domicile. Nul doute qu'il ne soit condamné d'après la jurisprudence de la Cour d'appel de Paris (9 octobre 1997) qui établit que « présenter la présence de la communauté musulmane comme une nouvelle invasion et une menace pour la France constitue les éléments du crime raciste »…

► 61% des Allemands de 12 à 17 ans considèrent négativement l'homosexualité et le lesbianisme, selon le sondage commandé par Iconkids & youth. En 1998, la même question n'avait remporté que 34% d'opinions négatives.

✋ Pour échapper au boycott des produits américains, la filiale égyptienne de la chaîne McDonald's vient de se rebaptiser Manfoods. Dogfood aurait peut-être été plus approprié ?

► Assassin d'un enfant de sept ans en 1976, **Patrick Henry**, libéré l'année dernière, aurait négocié un entretien et des photos avec *Paris-Match* pour 76 000 euros. Il a également touché 150 000 euros d'avance sur un ouvrage de « souvenirs » à paraître chez Calmann-Lévy. Tant l'hebdomadaire que la maison d'édition appartiennent au groupe Hachette.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faits-et-documents.com*
© Faits & Documents 2001. Reproduction strictement interdite.
E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 76 € (soutien : 100 €) ; 6 mois (10 nos) : 46 € ; 3 mois (5 nos) : 31 €.